



CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JUIN 2023
REGISTRE DES DELIBERATIONS
N° 8

Le lundi vingt-six juin deux mille vingt-trois, dix-huit heures trente, en application des articles L.2121-7, L.2121-9, L.2121-10 et L.2121-11 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni, publiquement, à la mairie, salle du conseil municipal, 2 rue de l'Europe, sous la présidence de monsieur Joël LE BOLU, maire.

Date de convocation : 19 juin 2023

Date d'affichage de la convocation : 19 juin 2023

Nombre de conseillers en exercice : 19

Quorum : 10

Présent.e.s :

Mesdames et messieurs Joël LE BOLU, Valérie DUMONT, Régis LEMESLE, Martine BRETON, Philippe MAUBOUSSIN, Dominique GARNIER, Jean-Pierre PRIGENT, Martine LAUNAY, Thierry FOURNIER, Marie-Christine du GRAND PLACITRE, Marika VAN HAAFTEN, Carole DAINNE, Jean-Philippe ROMAIN, Vanessa POTELOIN, Laure CZINOBER, Sophie KRYGIER.

Absent.e.s, excusé.e.s, représenté.e.s :

Monsieur Alain BOURBLANC a donné procuration à monsieur Thierry FOURNIER ;

Monsieur Eric NOURY a donné procuration à monsieur Joël LE BOLU ;

Monsieur Franck GIRARD a donné procuration à monsieur Régis LEMESLE.

Secrétaire de séance : Madame Laure CZINOBER

Présents : 16 / Votants : 19 / Abstention : 0 / Pour : 19 / Contre : 0

Date de publication du procès-verbal : 3 juillet 2023

Objet : Tarification restaurant scolaire 2023-2024

Rapporteur : madame DUMONT

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 portant « Libertés et responsabilités locales » fixe le cadre du régime de fixation de la tarification des cantines scolaires.

Suivant les dispositions du décret n° 2006-753 du 29 juin 2006, les collectivités territoriales qui assurent la restauration scolaire ont la faculté d'en déterminer librement le prix, sous la seule exigence que celui-ci ne soit pas supérieur au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service.

Les bilans du service de restauration scolaire pour les deux derniers exercices annuels, 2021 et 2022, sont présentés ci-après.

Bilans financiers 2021 & 2022

Article	Libellé	2021	2022
	<i>Dépenses de fonctionnement</i>	226 032,39	251 208,47
60611	eau et assainissement	577,11	667,83
60612	électricité	9 641,92	10 370,96
60623	alimentation	43 359,15	46 088,25
60631	fournitures d'entretien	3 752,06	3 559,98
60632	fournitures de petit équipement	394,56	107,45
60636	vêtements de travail	204,24	324,36
6068	autres fournitures	802,66	1 186,20
611	contrats de prestations de services (analyses vétérinaires)	1 030,67	1 047,55
615221	entretien de bâtiments	1 029,00	588,00
61558	entretien d'autres biens	2 910,36	5 379,50
6156	maintenance	3 241,39	3 357,92
6262	frais de télécommunications	625,79	688,75
627	services bancaires et assimilés	97,68	104,36
6283	frais de nettoyage des vitres	248,40	165,60
6331	versement transport	1 826,49	2 098,20
6332	cotisation au F.N.A.L.	91,41	104,89
6336	cotisations aux centres de gestion	1 735,09	2 098,46
6338	autres impôts et assimilés	273,91	314,69
6411	personnel titulaire	105 157,98	116 540,03
6413	personnel non titulaire	5 881,22	7 433,85
6451	cotisation à l'U.R.S.S.A.F.	14 758,05	17 768,12
6453	cotisations aux caisses de retraite	28 145,58	30 321,68
6454	cotisation aux ASSEDIC	247,67	317,20
6542	créances éteintes		574,64
	<i>Recettes de fonctionnement</i>	92 678,17	95 795,59
7067	redevance du service périscolaire	92 678,17	95 741,67
6419	remboursement sur rémunération du personnel		53,92
	Résultat financier	-133 354,22	-155 412,88

Fréquentation 2021 & 2022

Critères	2021	2022
nombre annuel de repas enfants hors P.A.I.	23 728	23 709
nombre annuel de repas enfants sous P.A.I.	246	370
nombre annuel de repas adultes payants	419	430
<i>nombre annuel de repas payants</i>	24 393	24 509
nombre annuel de repas adultes gratuits (personnel du service)	1 707	1 873
<i>nombre annuel total de repas</i>	26 100	26 382
nombre annuel de services	136	140
nombre moyen de repas servis payants y compris P.A.I.	179,36	175,06
nombre moyen de repas servis y compris P.A.I. et personnel	191,91	188,44

Ratios financiers 2021 & 2022

Ratios	2021	2022
dépenses fonctionnement constatées au C.A. / nombre annuel total de repas	8,66 €	9,52 €
dépenses fonctionnement constatées au C.A. / nombre annuel total de repas payants	9,27 €	10,25 €
participation communale = résultat financier / nombre annuel de repas payants	5,47 €	6,34 €

Suivant le rapport d'orientation budgétaire présenté le 27 février 2023, à l'instar de ce qui est appliqué pour les activités d'accueil de loisirs l'été et des Activ'Days aux petites vacances scolaires, la commission enfance a conduit une étude portant sur une tarification au quotient familial adaptée aux revenus des familles pour la rentrée prochaine, tout en cherchant à maîtriser la participation de la collectivité au coût de fonctionnement du service.

Ainsi, cinq tranches sont envisagées.

Pour définir les tarifs, la commission enfance est partie du prix de revient du repas en 2022, soit 10,25 €, en fixant la participation des familles pour les élèves domiciliés sur la commune ou scolarisés en ULIS de 30 % à 42 % (soit une participation communale de 58 % à 70 %) et, pour les hors commune, la participation des familles de 42 % à 50 % (soit une participation communale de 50 % à 58 %) :

Tranche	Quotient familial	Contribution élèves domiciliés sur la commune ou scolarisés en ULIS	Contribution hors commune
Tranche A	Q.F. $\leq 500,00$ €	30 %	42 %
Tranche B	Q.F. $\geq 500,01$ € et $\leq 700,00$ €	35 %	43 %
Tranche C	Q.F. $\geq 700,01$ € et $\leq 900,00$ €	37 %	46 %
Tranche D	Q.F. $\geq 900,01$ € et $\leq 1\,200,00$ €	40 %	48 %
Tranche E	Q.F. $> 1\,200,00$ €	42 %	50 %

La tranche C constituerait la tranche médiane avec le tarif pivot dont le prix s'établirait à 3,79 € pour un.e élève domicilié.e sur la commune (+1,60 %) et 4,72 € pour un enfant hors-commune (+ 3,05 % par rapport à l'année passée).

Considérant ce qui précède, il est proposé au conseil municipal d'instaurer une tarification au quotient familial à compter de l'année scolaire 2023-2024, de reconduire la tarification commune pour les élèves scolarisés en U.L.I.S. ainsi qu'une remise de 33 % pour les P.A.I. :

Tranches de quotient	Quotient familial	Elèves domiciliés sur la commune ou scolarisés en ULIS Tarifs 2023-2024		Elèves domiciliés hors-commune Tarifs 2023-2024	
		Tarif normal	P.A.I. remise 33 %	Tarif normal	P.A.I. remise 33 %
Tranche A	Q.F. $\leq 500,00$ €	3,08 €	2,06 €	4,31 €	2,89 €
Tranche B	Q.F. $\geq 500,01$ € et $\leq 700,00$ €	3,59 €	2,41 €	4,41 €	2,95 €
Tranche C	Q.F. $\geq 700,01$ € et $\leq 900,00$ €	3,79 €	2,54 €	4,72 €	3,16 €
Tranche D	Q.F. $\geq 900,01$ € et $\leq 1\,200,00$ €	4,10 €	2,75 €	4,92 €	3,30 €
Tranche E	Q.F. $> 1\,200,00$ €	4,31 €	2,89 €	5,13 €	3,44 €
Repas enseignants, personnel communal hors restauration, autres personnes : 6,00 €					

Discussion

En réponse à la question posée par monsieur Prigent sur la fréquentation des adultes hors personnel de restauration déjeunant au restaurant scolaire, madame Dumont précise qu'ils sont en moyenne au nombre de deux à trois relevant du corps enseignant, très peu de repas à d'autres catégories de personnes étant servis.

Décision

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal adopte la proposition ci-dessus exposée relative à la tarification applicable au service de restauration suivant le quotient familial pour l'année scolaire 2023-2024.

Pour copie conforme,

Ainsi fait les jour, mois et an ci-dessus et ont signé les membres présents.

Le maire,
Joël LE BOLLU



La secrétaire de séance
Laure CZINOBER

« Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération est susceptible de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes dans le délai de deux mois à compter de sa publication, de sa réception en préfecture, de sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir, soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai. »